

Histoire contemporaine

Matthieu Barberis

Professeur : Alain Rauwel / alain.rauwel@u-bourgogne.fr

I. Introduction : qu'est ce qui caractérise le christianisme ?

1. Une religion issue du judaïsme

Le christianisme est une religion issue du judaïsme, c'est-à-dire qui sort du judaïsme. On peut dire que la religion chrétienne est issue de la religion juive comme une rivière est issue d'un fleuve. L'eau de la rivière est sensiblement la même que celle du fleuve, tout comme les textes sacrés chrétiens sont communs avec les textes sacrés juifs. Dans les deux religions l'Ancien Testament est sacré, mais le Nouveau Testament ne l'est pas pour les juifs puisque ce livre évoque la vie de Jésus et de ces disciples, que les juifs ne reconnaissent pas. Si l'on prend le terme sortir dans le sens de quitter on comprend pourquoi il y a eu une rupture entre judaïsme et christianisme. En effet, la religion juive est basée sur l'attente d'un Messie, tout comme la religion chrétienne, mais les chrétiens voient en Jésus le Messie alors que les juifs ne l'acceptent pas comme tel. D'un côté la prophétie est accomplie mais pas pour l'autre, c'est ce que l'on appelle « the parting of the ways ». Au cours de son histoire, le christianisme a beaucoup œuvré pour se différencier du judaïsme tout en rappelant ses origines juives.

2. Une communauté en construction : l'ecclesia

Le christianisme est avant tout une religion communautaire. Le mot *ecclesia* est le terme grec pour « église ». Ce terme n'a pas été inventé par ou pour les chrétiens mais est un mot courant de la langue grecque qui signifie « assemblée ». On note plusieurs étapes historiques dans la construction de ce système social, car le christianisme est avant tout un système social, un mode de vivre ensemble. Les communautés ont été à l'origine très petites, itinérantes et qui voyageaient autour du bassin méditerranéen afin de faire connaître la religion chrétienne. La structuration et l'institutionnalisation de ces groupes étaient donc très légères. On voit très vite se stabiliser des communautés habitant un même lieu et regroupées par l'adoption commune de la foi nouvelle et ces communautés se hiérarchisent. La hiérarchie se sépare en deux groupes distincts représentés sur l'image, les laïcs et le clergé. Le groupe des laïcs est composé des gens qui travaillent, des gens mariés etc. ceux qui n'ont pas consacré leurs vies à la religion alors qu'au contraire le clergé est le groupe des prêtres, ceux qui consacrent leur vie à l'Église. La distinction entre le groupe des clercs et le groupe des laïcs est considérée aussi nette que celle qui existe entre les deux genres, le groupe des hommes et celui des femmes.

Au sein du clergé, seuls les hommes sont autorisés. Le clergé est divisé en ordres, les ordres mineurs et les ordres majeurs. Les premiers étant bien souvent des étapes ou préparatoires pour accéder aux seconds. Le christianisme possède un principe social et institutionnel très fort hérité du monde antique que l'on nomme *cursus honorum*, qui signifie que l'on ne peut accéder directement aux fonctions les plus hautes. Dans la partie haute de l'image sont représentés les trois ordres majeurs du clergé. Au centre de l'image représenté assis, donc en position de pouvoir, et en train d'enseigner se trouve le chef de la communauté chrétienne : l'évêque. C'est celui qui veille sur la fidélité doctrinale, morale et rituelle de la communauté et

il en est le dirigeant. Il possède deux auxiliaires. À la droite de l'évêque, assis lui aussi, se trouve un prêtre. Il a pour mission de célébrer le culte. À la gauche de l'évêque, debout, se trouve un diacre. Son nom vient du grec signifiant *diakonos* qui

Au fil de l'Histoire, le christianisme a été d'abord une religion urbaine. Les villes ont été les premiers lieux touchés par la prédication de la nouvelle religion. Ce sont avant tout les marchands et les soldats, les deux catégories de personnes qui voyageaient dans l'Antiquité, qui lui ont permis de sortir du Proche Orient pour atteindre l'Europe et les rivages de l'Afrique. Cette christianisation par la ville a eu un effet territoriale qui se voit encore aujourd'hui, car les chrétiens ont repris le système administratif romain. En effet le terme « cité » désigné à l'époque la ville principale d'une région mais aussi le vaste territoire qui en dépendait administrativement. On appelle cet ensemble un « diocèse ». Les chrétiens ont donc repris ce système en s'installant dans la ville et en exerçant leur influence sur tout le territoire qui en dépend. En conséquence, les campagnes ont fait l'objet d'une christianisation nettement plus tardive et que l'on considère souvent comme moins profonde. Le mot latin *paganus* désigne aussi bien un païen, quelqu'un qui est resté fidèle aux cultes pré-chrétiens, qu'un paysan. Les deux aspects sont liés en cela que les cultes pré-chrétiens, bien souvent polythéistes, étaient basés sur une divinisation des forces naturelles (le soleil, le vent, la pluie, la végétation etc.) et sont donc très liés à la vie en milieu rural et à la pratique agricole. La culture lettrée circulant plus aisément dans la ville, il était normal que les urbains étaient plus sensibles aux questions soulevées par le monothéisme alors que les campagnes restaient plus attachées à des manières de comprendre le divin plus proches de leur mode de vie.

3. Une religion d'Empire

Il n'était pas évident dès les origines que le christianisme soit une religion liée au monde politique. En effet dans les trois premiers siècles de son existence elle est une religion marginale et hors la loi ayant subi des phases de persécution violentes. Dans le dernier livre du Nouveau Testament, L'Apocalypse, l'auteur dénonce la « bête », c'est-à-dire l'incarnation du mal, souvent interprétée comme représentant l'empire romain ou Rome et l'empereur. Ainsi l'on n'a deux royaumes : un royaume terrestre, négativement connoté et s'opposant à Dieu et un royaume divin, céleste spirituel qui ne s'identifie à aucune réalité politique. Qu'est-ce qui explique que la situation se soit renversée ? La raison principale est qu'au début du IV^e siècle l'empereur Constantin soit devenu chrétien et protecteur du christianisme. En 313, le christianisme est passé du statut de religion interdite à celui de religion autorisée et approuvée. En 395, l'un des successeurs de Constantin fait du christianisme la religion officielle de l'empire romain. C'est à partir de ce moment que les pouvoirs politiques et religieux se rapprochèrent de plus en plus, le religieux apportant une justification divine au politique (via l'onction par exemple). Cette impérialisation du christianisme n'a pas que des conséquences extérieures mais aussi des conséquences internes. De même que l'empire s'est structuré autour d'une figure unique, l'Empereur, l'Église d'Occident va se structurer autour de la figure du pape. Le terme de pape était avant accordé à tous les évêques mais au fur et à mesure des siècles ce terme est venu à être utilisé uniquement pour l'évêque de Rome. Cette primauté est passée d'une simple primauté d'honneur (un titre honorifique) à une primauté de juridiction, il est désormais celui qui nomme et dirige les évêques. Ce pouvoir fût justifié en partie grâce à « La donation de Constantin », un acte, qui se révèle être un faux, par lequel l'empereur Constantin I^{er} était censé donner au pape Sylvestre l'imperium (le pouvoir suprême détenu par le roi puis attribué à certains magistrats) sur l'Occident. La papauté s'en servit à partir de la fin du I^{er} millénaire pour justifier ses prétentions territoriales et politiques.

4. Orient et Occident

En 476 l'Empire romain d'Occident s'effondre et le pouvoir se concentre donc dans la partie orientale de l'Empire, dont la capitale est Byzance. Quelles sont les différences entre le christianisme latin et le christianisme grec ? Les différences portent sur des points de théologie et de liturgie, que l'on peut considérer comme minimes au regard du consensus du dogme chrétien en général. L'écart se creuse cependant entre l'Occident et l'Orient, notamment à cause de la barrière de la langue. Ainsi le christianisme occidental et le christianisme oriental commencent à évoluer en parallèle et avec très peu d'échange. Il est tout de même important de noter que la séparation ne s'est pas faite de manière brutale. Bien que l'on parle du

Grand Schisme de 1054 où le patriarche de Constantinople est excommunié par les représentants du Pape, qui les excommunie en retour, cet événement n'est qu'une occurrence parmi une série de discordes entre Rome et Constantinople qui a commencée bien avant 1054 et qui se poursuivra encore après. On peut considérer que la rupture totale au début du XVIII^{ème} siècle, lorsque, lors de la quatrième croisade, les croisés occidentaux renversent l'empereur chrétien grec de Constantinople et installent à sa place un empereur latin. Cette attaque est perçue en Orient comme une trahison. Au XVI^{ème} siècle, le pouvoir des Tsars commence à s'affirmer en Russie et le patriarcat de Moscou est fondé. À partir de ce moment, cette orthodoxie bipolaire (Moscou/Constantinople) fait face à la chrétienté latine.

5. Les virtuoses du christianisme : les moines

La tradition monacale débute en Orient. Du grec « monos » qui désigne celui qui est seul à la fois spatialement et sexuellement (célibataire). Dès le début du christianisme, des hommes et des femmes partent vivre à l'écart du reste de la société en ne se mariant pas et en ne pratiquant des activités productives que pour leur seule subsistance. Ils se consacrent nuit et jour à la prière. Le monachisme ne débute qu'à la fin du III^{ème} siècle. On peut expliquer son apparition par le fait que ce mode de vie est une forme d'héroïsme. Or, avant le début du IV^{ème} siècle, l'héroïsme chrétien se situe dans le martyr, dans le fait de pratiquer sa religion face à l'interdiction. Ainsi le monachisme apparaît quand les persécutions cessent. On trouve les premiers monastères dans les déserts du Proche-Orient, en Égypte, en Palestine et en Syrie. Quelques décennies après l'apparition des premiers monastères, on trouve des moines en Gaule (Saint Martin par exemple). Le grand organisateur et législateur du monachisme occidental au VI^{ème} siècle est Saint Benoît. Il est l'auteur d'une règle devant régir la vie d'une grande partie des moines occidentaux pour les siècles à venir, il s'agit de la règle bénédictine et l'on nomme ses disciples les moines bénédictins.

Il y a dans le christianisme latin deux clergés. Le clergé des évêques, des prêtres et des diacres que l'on nomme clergé séculier car il vit au contact de la société, du monde, il « vit dans le siècle » (du latin *seculum*). On nomme l'autre clergé, celui des moines, le clergé régulier, car ils ont une règle. Au fil du temps le clergé régulier s'est complexifié notamment dû au fait de l'abandon par certains moines de la règle de la clôture (qui stipule de ne pas sortir du monastère). En effet, au cours des siècles, de plus en plus de moines et plus particulièrement de moniales se consacrent à l'enseignement, le soin au malade etc. ce qui nécessite de sortir. Ainsi l'on réservera le titre de « moine » aux membres du clergé régulier qui se consacrent principalement au culte et à la prière (et qui ont donc la clôture) et l'on nommera « religieux » ceux qui ont une activité plutôt apostolique.

6. La construction d'une civilisation paroissiale

Une paroisse est une organisation qui est originellement, dans le christianisme, la subdivision de base d'un diocèse de l'Église. La paroisse occupe un rôle essentiel dans la vie religieuse, elle est le lieu de culte, de célébration pour les croyants. Elle est dirigée par un curé. On peut considérer que dès le XI^{ème} siècle dans des pays comme la France, s'est établi un rapport d'une paroisse par village dans les campagnes et d'une paroisse par quartier dans les villes. Le rôle du curé est donc important, il est celui qui s'occupe de la vie spirituelle des habitants du village ou du quartier. Cet encadrement au plus proche des fidèles passe par des actes religieux que l'on nomme les sacrements et qui sont au nombre de sept (le baptême, la confirmation, l'eucharistie, la pénitence, l'ordre, le mariage et le sacrement des malades). Ils ont pour but d'encadrer la vie des fidèles dans toutes ses étapes et dans tous ses aspects. Le nouveau-né est baptisé puis le baptême est confirmé lorsque l'enfant a atteint l'âge de raison et peut prononcer sa profession de foi. Cela lui donne droit de recevoir l'eucharistie, mais pour cela il doit reconnaître et regretter ses péchés via la pénitence. Tout cela conduit à un choix de vie, soit se consacrer à Dieu (l'ordre) soit fonder une famille (le mariage). Enfin les sacrements des malades (extrême onction, imposition des mains etc.) s'opèrent sur des personnes en fin de vie ou en risquant de l'être mais pas pour les morts. Ainsi de la naissance à la mort il y a un encadrement sacramentaire exercé dans le cadre de la paroisse par le curé.

Parmi tous les sacrements, la pénitence joue le plus sur un rapport de pouvoir. En effet, pour recevoir l'absolution nécessaire à la réception de l'eucharistie et des autres sacrements, il faut avouer au curé tous les péchés commis. Ainsi celui qui reçoit tous ces aveux possède une connaissance exhaustive de la situation, y compris secrète, dans sa paroisse. Le pouvoir direct et indirect du clergé est accru par la connaissance des âmes conférée par la confession. À l'époque de la Réforme, au XVI-XVII^{ème} siècle, on va même jusqu'à inventer des documents écrits appelés des états des âmes, dans lesquels les curés notent la situation de leurs fidèles par rapport à toutes les exigences morales de la foi chrétienne. On voit alors qu'un sacrement comme la pénitence qui s'impose à tous au minimum une fois par an au début du XVIII^{ème} siècle, les Églises chrétiennes sont passées du statut de communautés minoritaires et persécutées à celui de communautés totales englobant tous les habitants d'un lieu, enserrés dans tous les aspects de leurs existences par un clergé ayant une autorité morale et spirituelle considérable. Cette domination est soutenable car justifiée par la perspective supérieure du salut.

II. La crise de la civilisation paroissiale

Mesures et rythmes

Œuvre de référence : Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien* ?

Comment se système religieux très puissant datant d'avant le Moyen-Âge a pu s'effondrer ? Dans son livre, Cuchet date le début de cet effondrement de manière très précise au milieu des années 1960. Pour lui l'année repère est 1965, année du concile Vatican II. Adhérer à une pratique religieuse c'est pratiqué certains rites, certains actes qui sont donc observable et mesurable et c'est avec l'étude de ces actes que Cuchet va déterminer à quand remonte le début de l'effondrement de la chrétienté en occident. La sociologie religieuse utilise quatre indicateurs dans le cadre du catholicisme : les messalisants, les pascalisants, le délais de baptême et les vocations cléricales. Les messalisants sont ceux qui assistent à la messe tous les dimanches alors que les pascalisants sont ceux qui n'assistent pas aux offices des dimanches ordinaires mais qui vont à l'église pour les grandes fêtes religieuses, notamment à Pâques. La tradition chrétienne veut qu'un enfant soit baptisé au plus vite (car sans baptême pas de salut), parfois même alors qu'il n'est pas complètement sorti du ventre de la mère. On peut ainsi voir dans l'allongement du délais avant le baptême une perte de confiance dans le discours officiel de l'Église ainsi qu'une sécularisation du rite, vu de plus en plus comme une fête familiale et non plus comme un rite de salut éternel. L'allongement du délai au baptême très visible au fil du XIX^{ème} siècle. Juste avant la Révolution on est presque partout à moins d'un jour alors qu'en 1870 on est, en France, à 12 jours, en 1885 à 26 jours et en 1900 à 52 jours. Il y a un éloignement de la population par rapport aux règles de l'institution religieuse. L'indicateur des vocations cléricales est mesuré en se plaçant dans un espace donnée (village, ville, département etc.) et en regardant le nombre de clerc séculiers ou réguliers que cet espace produit. On peut conclure que si un espace donne proportionnellement à sa population plus de clercs qu'un autre, alors il est plus pieu.

En croisant les chiffres de ces indicateurs on arrive à déterminer une certains nombre de grande lignes. Tout d'abord on remarque de fortes variations régionales. Au XIX^{ème} siècle en France en prenant pour critère les pascalisants, le chiffre varie entre 85% (fortement religieux) et 15% (très peu religieux) selon les régions. La borne haute concerne plutôt les diocèses de l'ouest et notamment la Bretagne alors que la borne basse concerne les diocèses du bassin parisien. On trouve le taux le plus bas dans le diocèse de Troyes, avec un taux de pratique pour les grandes fêtes de 7%. Les variations du taux de pratique au niveau régional se repèrent aussi au niveau microrégional. Si l'on prend l'exemple de la Bourgogne, on trouve des oppositions encore plus fortes entre des zones de quasi unanimité religieuse et des zones de quasi abandon de la pratique. Dans le diocèse d'Autun on a, vers 1850, 90% de pascalisants. En revanche, dans le nord de la Bourgogne, dans le Châtillonnais on trouve des taux de pratique entre 10% et 20%. On remarque aussi des différence de pratique selon les catégories socioprofessionnelles. On peut dire globalement que le monde paysan conserve beaucoup les traditions et les pratiques religieuses que le monde ouvrier. Enfin on remarque aussi des écarts de pratique selon les sexes. Les femmes sont beaucoup plus assidues que les hommes, le taux abstention masculin étant d'environ 85% sur tout le territoire. Une pratique répandue chez les hommes

à cette époque est le fait que généralement tous les hommes se lèvent et s'en aillent au moment du sermon (c'est-à-dire le moment où le prêtre commente et explique les textes sacrés qu'il vient de lire) pour aller boire au café (se trouvant généralement sur la place de l'église), laissant les femmes et les enfants à écouter le sermon. On trouve des centaines de témoignages à ce sujet. Un homme qui ne se soumettait pas à cette pratique était considéré comme efféminé. Il y a donc toute une rhétorique du genre autour de la pratique religieuse.

La crise révolutionnaire

Au moment où débute la Révolution française, en 1789, il y a des rancœurs, des insatisfactions accumulées depuis des années. La première est le **rigorisme**. Le jansénisme provoque en France une réticence chez certains prêtres à accorder l'absolution. Il ne suffit plus désormais de venir confesser ses péchés pour recevoir l'absolution, il faut prouver son **ferme propos**, c'est-à-dire sa résolution de ne plus offenser Dieu et de réparer l'injure qu'on lui a faite ou le tort qu'on a causé au prochain. Ce durcissement des règles provoque un éloignement de la population de la pratique de la confession bien avant le début de la Révolution. Par exemple, le diocèse d'Auxerre a eu au XVIII^{ème} siècle un évêque rigoriste pendant longtemps, on remarque une déchristianisation beaucoup plus rapide dans ce diocèse que dans les diocèses voisins. Le deuxième antagonisme du christianisme est la puissance foncière. En effet, depuis le Moyen-Âge le plus riche seigneur d'Europe se trouve être l'église. En effet les évêques et les abbés possèdent au titre de leur charge des domaines immenses. Les seigneurs ecclésiastiques ne sont pas les plus conciliants, au niveau des droits des paysans par exemple. En effet ceux-ci sont beaucoup facilement obtenus sur les domaines royaux que dans les domaines ecclésiastiques. Les seigneurs les plus inflexibles étaient généralement les moines. Par exemple, la plus puissante abbaye d'Europe au Moyen-Âge et sous l'Ancien Régime est l'abbaye de Cluny en Saône-et-Loire. Il ne reste aujourd'hui presque plus rien de l'église de Cluny, qui était au Moyen-Âge la plus grande d'occident. Les habitants se sont attachés, après la Révolution, à détruire l'église abbatiale. L'argument avancé à l'époque pour justifier la destruction était de vouloir faire passer une rue. Ce n'est cependant pas un argument solide, il s'agit en fait d'une vengeance, d'une volonté de détruire un symbole de la puissance ecclésiastique.

Quand la Révolution éclate, le clergé ne bénéficie pas d'une grande popularité. On en arrive donc à la décennie des ruptures : été 1789 - septembre 1791 la Constituante ; octobre 1791 - septembre 1792 la Législative ; septembre 1792 - octobre 1795 Convention/1^{ère} République ; octobre 1795 - novembre 1799 le Directoire ; novembre 1799 - mai 1804 le Consulat. Les grandes étapes qui concernent l'Église en France sont les suivantes : juillet 1790 la Constitution civile du clergé ; janvier 1791 le serment ; 1793-1794 la « déchristianisation » ; février 1795 la première séparation de l'Église et de l'État ; juillet 1801 le Concordat.

Sous la 1^{ère} Assemblée Constituante, les vœux de religion perpétuels sont interdits. Il devient possible pour les moines et moniales de sortir du couvent et les nouvelles entrées sous le régime des vœux perpétuels sont interdites. Cette question n'a pas fait début car la population était largement préparée à ce genre de mesure. Une mesure qui fit débat est celle qui arriva en juillet 1790, celle de la constitution civile du clergé. Puisque les curés rendent un service public, ils doivent être fonctionnaires, rémunérés par l'État et doivent être nommés par la communauté. Les curés deviennent des fonctionnaires qu'ils faut élire. Symétriquement, les évêques ne sont désormais plus nommés par le roi et investis de leur charge par le pape. Ils sont élus par des assemblées diocésaines et n'ont plus besoin de l'approbation du pape. L'Église de France prend donc son indépendance, comme l'avait fait l'Église d'Angleterre au XVI^{ème} siècle sous Henri VIII. La crise se joue sur le fait que l'Église de France étant autonome, elle est considérée comme sécessionniste par Rome.

Les premières ruptures arrivent à ce moment là, à l'été 1790, mais s'aggravent au début de l'année 1791 quand la Constituante déclare que tous les membres du clergé devront prêter un serment de fidélité à la constitution du royaume. Cela crée une division dans chez les curés français, il y a les jureurs et les réfractaires. Ces derniers sont soutenus par le pape et en mars 1791 Pie VI condamne la constitution civile du clergé. On assiste alors à une émigration massive du clergé français qui va s'installer en Allemagne, en

Suisse ou en Italie par exemple. Le clergé français est donc désormais majoritairement jureur bien qu'il reste encore quelques prêtres réfractaires vivant dans la clandestinité. La situation se radicalise lorsque en septembre 1792 le régime monarchique est abolie et que la Convention Nationale fait entrer la France dans la 1^{ère} République. Le clergé et notamment le clergé réfractaire est catalogué parmi les ennemis de la liberté. Au début du mois de septembre 1792 on assiste à une vague de massacre des ecclésiastiques dans les prisons de Paris, menés non pas par le gouvernement mais par la population parisienne. Le Comité de salut public prendra ensuite le relai en condamnant des ecclésiastiques emprisonnés à l'échafaud. Même les prêtres ayant juré fidélité à la Constitution un an et demi auparavant deviennent suspect car à ce moment le régime était encore monarchique.

La Convention nationale sous l'influence de Robespierre lance une politique de « déchristianisation ». Deux mesures sont prises à l'automne 1793. Tout d'abord l'abolition du calendrier traditionnel fondé sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses, remplacé par le calendrier révolutionnaire, non plus fondé sur des semaines de sept jours mais sur des décades avec un jour de repos que l'on appelle le « décadi ». Ce changement de calendrier n'a pas pour but de rationaliser la mesure du temps mais bien de s'opposer frontalement à l'Église. La seconde mesure, prise en novembre, décrète l'abolition du culte public dans toutes les églises du territoire national et transformation des églises en « temples de la raison ». Les églises ne sont pas fermées mais le culte n'est plus celui de Dieu, de Jésus, de la Trinité etc. mais le culte de la raison avec des officiants et une liturgie révolutionnaire. En mai 1794, Robespierre fait voter par la Convention, le décret suivant : « Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être Suprême et l'immortalité de l'âme ». Pour autant déchristianisation ne veut pas dire athéisme d'état, contrairement à l'Union Soviétique par exemple. Le XIX^{ème} et même le XX^{ème} siècle reste marqué par ce décret, car lorsque le III^{ème} République s'installe, son combat contre l'Église catholique qui passe notamment par l'école n'est pas un combat contre le principe religieux ou contre le principe spirituel, c'est un combat spiritualiste contre les religions dogmatiques et en faveur d'un théisme moralisant (caractérisé par la reconnaissance de Dieu et la sacralisation de la conscience), en droite ligne de la politique religieuse de Robespierre.

Après la chute de Robespierre, la Réaction thermidorienne démantèle le gouvernement révolutionnaire et met fin à la Terreur. La plupart des décisions prises par le Comité de salut public sont abrogées et les églises rouvrent au printemps 1795. La suspension complète du culte, la seule que la France est jamais connue, n'aura duré qu'un an, mais a eu des effets extrêmement radicaux. En effet le fait d'avoir montré qu'il était possible de suspendre le culte a fait réaliser aux Français dont la croyance était faible voire nul que la fin de la pratique religieuse est possible.

En février 1795, le Directoire prend la décision de ne subventionner aucun culte et de séparer l'Église et l'État (de 1795 jusqu'à 1802). En 1801, Bonaparte qui est encore premier consul, commence à se rapprocher de la papauté car il a besoin de l'appui du Saint-Siège pour devenir empereur. Il cherche à mettre en place un système d'encadrement de la vie religieuse qui satisfasse à la fois le pouvoir politique et l'autorité ecclésiastique suprême. Cela débouche sur le **Concordat**. Il repose sur deux piliers, le premier est que le catholicisme est explicitement reconnu comme « la religion de la grande majorité des Français ». C'est une concession de la papauté qui accepte que le catholicisme ne soit plus religion d'État, c'est-à-dire qu'elle ne soit plus la seule religion autorisée (en effet le judaïsme et le protestantisme ont un statut officiel avec un contrôle gouvernemental). Le gouvernement concède que le catholicisme ne soit pas une religion parmi d'autres, mais la religion principale, c'est-à-dire celle qui bénéficie du principal encadrement et du principal soutien. Concrètement cela veut dire que le premier consul s'engage à faire assurer par l'État l'exercice du culte. Cela implique que les lieux de cultes soient entretenus, restaurés et construits au frais de l'État et que le personnel qui assure le culte soit rémunéré par l'État. En contrepartie, il a un droit de regard important sur la nomination des membres du clergé et il a un droit de contrôle sur eux. Cela permet à Bonaparte d'avoir une grande autorité sur l'Église. Il est à noter que bien que le clergé séculier soit reconstitué sous le Concordat, le clergé régulier lui ne l'est pas.

III. Les Églises et la question sociale au XIX^{ème} siècle

Sous l'Ancien Régime jusqu'à la révolution le monde est majoritairement rural. Au XIX^{ème} siècle avec l'essor de la technique, un système production industriel se met en place ce qui déplace le cœur de l'activité économique de la campagne à la ville. Il y a un glissement des pôles de peuplement et d'activité. Le XIX^{ème} est un siècle de la ville, de l'industrie et de la classe ouvrière ce qui constitue un défi nouveau pour l'Église. La question est celle d'un dialogue possible entre les institutions religieuses et ce monde nouveau, le monde ouvrier. C'est ce rapport au monde ouvrier que désigne la formule de « question sociale ».

L'utopie face à l'institution

La question sociale se manifeste de manière brutale, notamment par des nouvelles conditions soudaines et misérables (pauvreté, insalubrité, accidents, mortalité etc.). Elle se manifeste également par des rapports de domination extrêmement violent. Cela suscite de nombreux projets de réforme de la société qui peuvent être pragmatiques ou utopiques (on prône un départ de zéro dans une configuration socio-économique complètement renouvelée). Ces utopies sont souvent marquées par des idéaux socialistes. Le terme de « socialisme » apparaît dans les années 1830. Les deux grandes figures de l'utopie sociale dans la France du début du XIX^{ème} siècle sont Charles Fourier et le comte de Saint-Simon. Les textes de ces deux auteurs présentent un ancrage chrétien. Il y a donc une connexion entre le mouvement utopique et la pensée religieuse. Un acquis déterminant du moment utopique est l'idée que la justice sociale et le christianisme ont tout à voir et que c'est en s'appuyant sur cet héritage religieux que les utopies se construisent. Le lien entre la question sociale, la revendication de justice et le christianisme est explicitement établi (avec par exemple des ouvrages comme *Évangile pour les ouvriers* parut en 1837 et écrit par Philibert Buchez). Dans cet ouvrage on trouve la phrase suivante : « le baptême a libéré les enfants, le mariage a libéré les femmes, la participation aux sacrements a libéré les esclaves ». La baptême a libéré l'enfant car il opère une dé-biologisation des liens familiaux et claniques en introduisant le parrain. Le mariage a libéré la femme, car le mariage est le seul sacrement dans lequel le prêtre n'est pas ministre, en effet les époux se jurent fidélité l'un à l'autre ce qui donne à la femme un pouvoir égal à celui de l'homme. Enfin les sacrements libèrent les esclaves car l'élément religieux a souvent été le moteur de beaucoup de mouvement libérationnistes. On trouve des idées révolutionnaires dans l'épître aux Galates attribuée à Paul : « Il n'y a plus ni Juifs ni Grecs, ni hommes ni femmes, ni esclaves ni hommes libres ». Le début du XIX^{ème} siècle a été très marqué par ces idées si bien qu'on parle d'un « Christ des barricades ». Cette expression montre une forte identification du christianisme aux aspirations à la libération.

Une histoire très révélatrice de cette association entre les ouvriers et une certaine portion du clergé est celle du journal *L'Avenir* fédéré autour de la figure de l'abbé Félicité de Lamennais. Il appartient à la petite noblesse bretonne et est emblématique des évolutions du XIX^{ème} siècle. Il était dans sa jeunesse un hârdent défenseur du royalisme et de l'ultramontanisme (courant qui affirme la primauté spirituelle et juridictionnelle du pape sur le pouvoir politique et donc la subordination de l'autorité civile à l'autorité ecclésiastique). Mais autour de la révolution de 1830, il est saisi par la passion de la liberté et devient un défenseur ardent de la liberté au nom de l'Évangile. Il exprime ses idées de justice sociale fondée sur le christianisme au moyen du journal *L'Avenir* dans lequel il définit les quatre libertés : la liberté de conscience (avoir le droit de croire mais ne pas y être forcé), la liberté d'expression (et notamment la liberté de presse), la liberté d'association et enfin la liberté d'éducation (avec l'idée d'enseignement libre). Lamennais est rejoint par différentes personnes, des membres de la noblesse libérale (comme Montalembert) ou des membres de l'élite sociale qui pour certains vont même jusqu'à entrer dans le clergé (comme Lacordaire par exemple, un avocat, qui entre dans les ordres et restaurera l'ordre des Dominicains). En 1831, Lamennais, Montalembert et Lacordaire se rendent à Rome rencontrer le pape Grégoire XVI pour lui demander l'approbation de leur apostolat de la liberté. Mais le pape condamne leur entreprise dans l'encyclique *Mirari vos* en 1832. Lamennais ne se soumet pas contrairement aux deux autres et rompt avec le catholicisme de la papauté et prononce des phrases extrêmement sévères à son encontre, par exemple « Le pape a abandonné le Christ Sauveur pour forniquer avec ses bourreaux ». Lamennais synthétise sa vision dans un livre ayant eu un succès retentissant publié en 1834, les *Paroles d'un croyant*. La rupture avec l'Église est alors

complètement actée, bien qu'il se revendique constamment de l'Évangile il considère que ne peut plus appartenir à des institutions qu'il juge traîtresses, notamment à l'égard de l'exigence de justice.

Justice ou charité

Faut-il instaurer une juste répartition des richesses ou bien laissé aux classes aisées la possibilité d'apporter des secours aux classes pauvres ? Ce débat s'incarne notamment dans la figure de Frédéric Ozanam. Il est un laïc marié, historien de la littérature mais est ému par la grande misère du prolétariat des grandes villes, notamment de Paris. Dans sa jeunesse étudiante il crée une société de secours au pauvre, la Société de Saint-Vincent-de-Paul (du nom du prêtre catholique français du XVII^{ème} siècle qui s'était attaché à apporter son aide aux plus démunis). Accompagné de jeunes bourgeois, ils se rendent dans les quartiers les plus pauvres pour consacrer leur temps et leurs revenus afin de d'améliorer les conditions de vie des habitants, via l'aide alimentaire par exemple. Ozanam est l'incarnation du principe de charité. On trouve également cette attitude caritative dans certains milieux patronaux, notamment dans des villes très catholiques comme Lille et Lyon. Il y a dans ces deux villes des familles de propriétaires d'usine qui se revendiquent d'un catholicisme socialement engagé, se développe alors un modèle paternaliste. Le patron ne va pas seulement faire travailler les ouvriers, il va veiller sur leur logement, leur santé, leur nourriture ainsi que sur leur moralité et opinion. La grande idée qui anime les patrons paternalistes du XIX^{ème} siècle est que le plus grand danger qui guette l'ouvrier est le loisir. En effet le seul jour de repos étant le dimanche, les patrons redoutent que le dimanche des ouvriers soit immoral, notamment à cause des cabarets, lieux où l'on boit, où l'on joue aux jeux de hasard mais également où l'on parle et écoute et où l'on échange des idées (qui pourraient être des idées revendicatives). On va alors inventer ce que l'on nomme le « patronage ». Ainsi le dimanche on va à la messe mais surtout on reste entre soi, avec une forte présence ecclésiastique pendant toute la journée pour se livrer à des délassements jugés moraux (des jeux simples, des petites représentations théâtrales etc.). Cela s'accompagne de la distribution de « bons livres » et de la « bonne presse ». Tout cela est rendu possible par une collaboration entre le clergé et le patronat.

On voit donc clairement qu'il ne s'agit pas de changer une situation d'exploitation et de domination mais bien de la rendre tolérable, d'en adoucir les formes afin de ne pas faire émerger des mouvements revendicatifs potentiellement révolutionnaire qui sont la terreur des propriétaires. Il ne faut pas se laisser tromper non plus par le discours des hommes d'église et des laïcs engagés car bien qu'ils apportent leur soutien au prolétariat, ils ne sont pas pour autant des révolutionnaires ou des « proto-marxistes ». En effet ils ne remettent absolument pas en cause le principe de propriété privée, qui d'un point de vue religieux vient de Dieu. Le principe de propriété privée étant incontournable, il ne peut pas y avoir de distribution égalitaire des biens. Il ne peut y avoir qu'une invitation à ceux qui possèdent de se déposséder un peu au bénéfice des indigents. Ainsi bien qu'il y est des réalisations caritatives impressionnantes au cours du XIX^{ème} siècle, ces réalisations sont toujours fondées sur le principe de charité et non sur le principe de justice car la question de la propriété privée ne peut être soulevée, c'est un point indiscutable.

La parole de Rome

Dans les dernières décennies du XIX^{ème} siècle, sous le pontificat de Léon XIII, les choses changent un peu. En 1891, Léon XIII publie l'encyclique *Rerum novarum* (De choses nouvelles), dans laquelle il reconnaît que le monde a évolué et porte un regard sévère sur les conséquences sociales de ces mutations : « Des maîtres inhumains exercent une cupidité effrénée, un petit nombre de riches et d'opulents imposent un joug presque servile à l'innombrable multitude des prolétaires. » Le pape reconnaît un certain dysfonctionnement dans la société, c'est au nom du principe sacré de propriété privée et par extension du principe d'ordre qu'il formule cette critique, car les très mauvaises conditions de vie des ouvriers constituent un désordre auquel il faut remédier. Pour le clergé, on ne peut remédier au désordre par le désordre et le socialisme est une forme de désordre. Il est dangereux par son refus du respect de la propriété privée. On remarque donc un fossé entre le diagnostic de la condition ouvrière et les solutions proposées par la papauté. Il reconnaît cependant la légitimité d'associations professionnelles d'ouvriers, qui ne sont pas des syndicats mais qui doivent permettre aux ouvriers de se rassembler pour réclamer efficacement une amélioration de leurs conditions de vie.

IV. L'Europe non catholique au XIX^{ème} siècle

La variété des protestantismes

En France, le protestantisme est reconnu par l'État dès 1802 et jusqu'en 1905, les pasteurs sont des fonctionnaires au même titre que les membres du clergé catholique. De plus l'entretien et la construction des lieux de cultes protestants est financé par l'argent public. Le protestantisme est reconnu beaucoup plus tard dans d'autres pays, en Italie par exemple. Bien qu'il ne faisait pas l'objet de persécutions dans ce pays, il y avait par exemple un système de séparation très strict pour régir l'inhumation des catholiques et des protestants. En 1870 à la suite du Risorgimento, le protestantisme est reconnu par l'État et bénéficie de l'autorisation de célébrer publiquement le culte et de bénéficier de reconnaissance et d'assistance. La situation du protestantisme en Europe s'améliore au cours du XIX^{ème} siècle et les phénomènes de persécutions disparaissent.

Le monde protestant n'est cependant pas uni, si bien que l'historien du protestantisme Jean Baubérot parle d'un « arc-en-ciel protestant ». Le protestantisme connaît partout, en Europe et en Amérique, des réveils (« revivals »). Ces réveils considèrent que le protestantisme classique est trop froid, trop intellectualisé et ne laisse pas assez de place au rapport personnel et affectif, notamment le dans le rapport au Christ. C'est la dimension mystique du protestantisme qui refait surface via les réveils. Dans l'Église romaine le mystique passe par les sacrements et notamment par le sacrement de l'eucharistie alors que dans le protestantisme il passe par un rapport étroit avec le texte biblique.

Dans la même logique de désintellectualisation et de recharge des valeurs religieuses du protestantisme apparaissent une série de mouvements qui se caractérisent par des manifestations extérieures très visibles et parfois exubérantes (comme l'Armée du Salut, les Adventistes ou encore le Pentecôtisme). Par exemple l'Armée du Salut, fondée pour venir en aide aux populations les plus démunies de Londres, un peu comme l'avait fait Ozanam avec la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Cependant contrairement à ce dernier qui prônait une certaine discrétion dans sa pratique, l'Armée du Salut donne un côté presque cérémonial à l'assistance aux pauvres avec tout d'abord une organisation militaire, les membres ont des titres identiques à ceux donnés dans l'armée anglaise, ils portent un uniforme, ils défilent dans les rues en jouant de la musique afin de récolter de l'argent. Leur devise est « Soupe, Savon, Salut ». On voit donc bien qu'il y a de fort écart de pratique au sein du protestantisme, avec par exemple des bourgeois protestants très austères d'une part et les majors de l'Armée du Salut d'autre part. Ainsi le protestantisme apparaît comme une dénomination beaucoup plus ouverte que le catholicisme de l'époque à ce qu'offre la modernité dans les domaines intellectuels, matériels et politique.

Le protestantisme se livre à la critique des dogmes (point de doctrine établi ou regardé comme une vérité fondamentale, incontestable) catholiques. Alors que dans le catholicisme l'interprétation des textes sacrés vient d'en haut, le protestantisme est en faveur de la libre interprétation cadrée des textes. Il y a égalité de principe entre les croyants et donc un simple croyant et tout aussi compétent qu'un pasteur pour l'interprétation. De plus la majorité des protestants cultivés du XIX^{ème} considèrent (contrairement aux catholiques) qu'il n'y a pas d'opposition entre science et théologie et que si la science démontre quelque chose il faut inclure cette démonstration dans la manière dont on conçoit le christianisme. Cette ouverture à la modernité scientifique s'accompagne d'une sensibilité sociale aigüe. La question de l'esclavage par exemple préoccupe beaucoup le monde protestant, ce qui conduisit en 1807 à l'abolition en Angleterre de la traite négrière, alors que celle-ci ne fût totalement abolie en France qu'en 1848.

Les protestants ont beaucoup œuvré dans la déconfectionnalisation de l'enseignement afin de contribuer à créer une école républicaine publique, laïque, obligatoire et gratuite avec des figures telles que Ferdinand Buisson, ancien pasteur protestant, fondateur de la Ligue de l'enseignement et associé de Jules Ferry. Les protestants, souvent les mêmes qui avaient travaillé sur les lois Ferry, ont également été impliqués dans la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, car bien qu'ils bénéficiaient du soutien de l'État et que les pasteurs étaient fonctionnaires, ils reconnaissaient le danger que pouvait représenter une telle

relation entre état et religion.

Les protestants les plus sensibles à la modernité se définissent donc comme des libres croyants (libéralisme religieux), ils ont tendance à valoriser l'Évangile comme un message spirituel et moral largement dépourvu de portée surnaturelle et de contraintes doctrinales et ecclésiastiques. Il est à noter qu'il s'agit là seulement d'une tendance (propre au protestantisme) à laquelle il ne faut pas rattacher tous les protestants.

Un cas d'affrontement : l'Allemagne du Kulturkampf

L'Allemagne est un pays religieusement mixte, il y a une Allemagne catholique (environ un tiers de la population, présent au sud notamment en Rhénanie et en Bavière) et une Allemagne protestante (environ deux tiers de la population, très présente au nord). Quand en 1870, l'Allemagne est unifiée et que le Reich est proclamé, la religion d'état de l'Allemagne devient le protestantisme, la religion de l'empereur Otto von Bismarck. Ainsi les petits équilibres locaux entre catholicisme et protestantisme volent en éclats. De plus l'empire d'Allemagne inclut des provinces catholiques appartenant à la France, notamment l'Alsace-Moselle. Une résistance pro-française et pro-catholique va donc s'organiser, avec par exemple l'élection de l'évêque de Metz (qui est français) au poste de député de Moselle au Reichstag et se fait l'un des opposants du parti prussien protestant. Les catholiques se regroupent dès 1870 dans un parti nommé « Zentrum » (Centre). Le chancelier Bismarck s'appuie sur le milieu social de la bourgeoisie libérale des villes alors que le catholicisme en Rhénanie et en Bavière s'appuie sur le milieu aristocratique et paysan ce qui vient ajouter une dimension sociale à un conflit déjà politico-religieux.

Bismarck accuse les catholiques d'être des « ennemis de l'empire ». En effet, en 1870 est proclamée l'infaillibilité pontificale qui oblige les catholiques à suivre les enseignements du pape sous peine d'excommunication. Ainsi Bismarck redoute que le pape se serve de son pouvoir pour donner des consignes politiques (électorales par exemple) et ainsi faire de l'ingérence dans la vie interne de l'empire d'Allemagne. Bismarck rompt les relations diplomatiques entre le Reichstag et le Saint-Siège et entre 1872 et 1875 sont promulguées un certain nombre de lois visant à affaiblir le pouvoir religieux. La loi sur la prédication de 1872 prévoit une peine de prison pour les clercs (catholique ou protestants) qui tiendraient des discours politiques lors du sermon. La même année la congrégation des Jésuites est interdite en Allemagne. En 1875, la loi sur le mariage impose que le mariage doit désormais être célébré devant un officier d'état civil avant d'être célébré à l'église. Cela touche particulièrement les catholiques qui considèrent le mariage comme un sacrement alors que les protestants le considèrent comme un contrat entre les époux. Enfin, toujours en 1875, sont expulsées les congrégations religieuses considérées comme « oisives ». Par exemple les congrégations assurant un service d'éducation ou hospitalier sont considérées comme utiles alors que celle se consacrant uniquement à la prière et à la contemplation sont jugées inutiles et sont donc dissoutes. Les lois de 1870 constituent donc un Kulturkampf (que l'on pourrait traduire par « choc de civilisation » ou « combat pour un idéal de société »). En quelques années, plus de 1800 prêtres sont envoyés en prison, notamment pour avoir contrevenu à la loi sur la prédication, incluant de très hauts dignitaires comme l'archevêque de Trèves ou de Cologne (qui ont pourtant le rang de « Prince du Saint-Empire »). Le Kulturkampf est tout de même très largement un échec, car l'opposition catholique ne faiblit pas face à Bismarck. Suite à la nomination du pape Léon XIII, plus diplomate que son prédécesseur Pie IX, des négociations reprennent qui se solderont par la restauration des relations diplomatiques entre le Reich et le Saint-Siège en 1882. On assiste donc à un apaisement du conflit et à une reconnaissance plus grande de la liberté religieuse des catholiques. Ce conflit violent montre que dans les zones de contact, la cohabitation religieuse est une réalité qui pose des problèmes aigus au XIX^{ème} siècle.

Un monde à part : l'Angleterre

L'Église d'Angleterre a pour origine une volonté d'émancipation par rapport au pouvoir institutionnel romain. Le roi ou la reine est considéré comme le chef suprême de l'Église d'Angleterre. C'est dans le courant du XVI^{ème} et du XVII^{ème} siècle que l'Église anglicane se protestantise. Elle incarne ce qu'elle

appelle une *via media* car bien qu'elle ne soit plus catholique elle se distingue tout de même des protestantismes durs comme par exemple le calvinisme. Elle s'appuie sur les trois « piliers » de l'anglicanisme : une sorte de résumé du credo anglican élaboré en 1563 désigné sous le nom des 39 articles de 1563, la King James Bible et le Prayer Book. Dans l'institution anglicane, le politique et le religieux sont étroitement liés, si bien qu'il faille par exemple encore de nos jours passer par le Parlement afin de réformer le Prayer Book.

En 1800 l'anglicanisme est amoindri, il est devenu un théisme moralisant et par exemple le métier de pasteur est perçu plus comme une carrière socialement valorisée (comme peut l'être celle d'avocat ou de médecin) que comme une vocation. Dans la dernière décennie du XVIII^{ème} siècle, un réveil s'opère, notamment en Angleterre du nord, sous la conduite du pasteur John Wesley qui va fonder une interprétation particulière de l'anglicanisme que l'on nomme le méthodisme. Le méthodisme se caractérise par un attachement très fort aux textes bibliques et est un mouvement pour lequel les manifestations extérieures de la vie ecclésiale (hiérarchie, culte, sacrement etc.) sont très secondaires, les maîtres mots sont Bible, prédication, prière. Dans les années 1830, va s'élever un autre mouvement anglican plus attaché aux formes extérieures de la vie ecclésiale mentionnées précédemment que l'on appelle le mouvement d'Oxford. Depuis le XIII^{ème} siècle la ville d'Oxford est une ville universitaire et les hauts dignitaires de l'université sont des hommes d'église. Parmi ces hommes d'église, un certain nombre aspire à une nouvelle forme de réveil, inspiré par des principes proche du méthodisme mais qui va prendre des formes tout à fait différentes voire opposées. En 1833, John Keble, un homme d'église, prononce un sermon dénonçant l'« apostasie nationale », qui désigne le renoncement de facto de l'Angleterre à toute vraie religion. On appellera le mouvement lancé par ce mouvement le mouvement tractarien du fait de la publication de court traités (des « tracts ») visant à rappeler la pensée de l'Église et surtout à insister sur l'idée de continuité apostolique. En effet, l'Église ayant rompu avec Rome au début du XVI^{ème} siècle, il en va de la légitimité de l'Église anglicane de renouer le lien avec Jésus Christ et les apôtres et Jésus Christ. Les membres du mouvement d'Oxford ne cherchent pas à quitter la *via media* anglicane, mais ils cherchent à faire pencher l'Église d'Angleterre plutôt du côté catholique que du côté protestant.

Au XIX^{ème} siècle, l'anglicanisme devient très divers. Il y a des paroisses avec des églises dans lesquelles on ne trouve qu'une chaire et des bancs et où le culte se résume à la lecture de passage de la bible, leur commentaire par le pasteur et l'interprétation de quelques cantiques alors que dans d'autres paroisses on trouve des églises anglicanes où la seule différence avec une église catholique romaine se trouve dans le fait que l'on y parle anglais et non latin. On peut parler d'un « arc-en-ciel » anglican qui va du quasi calvinisme au quasi catholicisme. L'un des principaux acteurs du mouvement d'Oxford est le prêtre anglican John Newman. Dans les années 1840, il est de plus en plus troublé par le fait que tous les arguments qu'il développe dans les *Tracts for the Times* sont des arguments pro-romains. Il lui semble que c'est la logique qui l'oblige à se convertir avec plusieurs de ses disciples au catholicisme romain en 1845. Ils passent de prêtres anglicans à prêtres catholiques. C'est un évènement majeur qui amorça un mouvement de re-catholicisation partielle de l'Angleterre avec la conversion au catholicisme d'un certain nombre de personnes, notamment dans l'élite sociale et intellectuelle du pays. Cela conduit à une renaissance de la vie monastique (dissoute depuis 1530) en Angleterre et surtout à la réinstauration par le pape Pie IX de la hiérarchie catholique dans certains évêchés anglicans. Cela est très mal vécu par la classe politique anglaise et anglicane, qui y voit une forme d'intrusion étrangère. Newman sera fait cardinal à la fin de sa vie, signe qui montre l'intérêt que la papauté porte à la situation anglaise. À la fin du XIX^{ème} siècle, la conversion au catholicisme rencontrera un certain succès chez les artistes et les écrivains (avec la conversion d'Oscar Wilde par exemple). Cela peut s'expliquer d'une part par le côté plus visuel du catholicisme (là où le culte protestant et anglican strict est plus austère, le culte catholique fait plus largement appel aux sens) auxquels ils sont plus sensibles, mais également par le statut minoritaire du catholicisme en Angleterre qui leur permet de se singulariser, une tendance à l'excentricité étant en vogue dans la culture lettrée anglaise de cette époque.

On trouve également le protestantisme dans le monde orthodoxe et notamment dans l'orthodoxie russe. En Russie, le pouvoir politique est extrêmement lié au pouvoir religieux, qui forme un noeud indissoluble si bien qu'on peut parler d'une « sacralisation de l'État ». Bien qu'il y ait un chef de l'Église Russe, le patriarche de Moscou, mais il est soumis au pouvoir tsariste. Au XIX^{ème} siècle l'orthodoxie russe

redevient « plus russe ». En effet les tsars du XVIII^{ème} siècle étaient imprégnés des idées des Lumières et avaient une fascination pour l'Occident, ce qui avait conduit à une occidentalisation en surface de l'orthodoxie russe. Au XIX^{ème} siècle, cette occidentalisation disparaît et la Russie revient à ses racines grecque. Cette « re-russisation » s'appuie sur le mouvement slavophile, mouvement de théologien ayant pour particularité qu'il a à sa tête non pas des hommes d'église mais des laïcs. Ce mouvement défend une vision de l'Église enracinée dans la tradition des églises grecques et orientales, à l'opposé de l'autoritarisme attribué à l'Église romaine. Cette réaction marque bien l'intérêt des élites intellectuelles russe pour la question religieuse. Il y a un très fort essor spirituel dans l'empire russe à cette époque qui se traduit notamment par un renouveau du monachisme. Le monachisme a toujours été important en Russie et dans les églises orientales, car dans l'orthodoxie les membres du clergé sont autorisés à se marier. Cependant les évêques n'en ont pas le droit et c'est pourquoi on les choisit parmi les moines. La figure qui incarne ce renouveau du monachisme est Séraphin de Sarov, un prêtre vivant en ermite à proximité du monastère de Sarov, qui va devenir dans le premier tiers du XIX^{ème} un père spirituel très réputé. Dès la fin du XIX^{ème} siècle l'Église russe sera confrontée à un phénomène sans précédent dans aucune des autres Églises d'Europe, la révolution bolchevik, qui viendra renverser un pouvoir politique ancien très lié au pouvoir religieux et instaurera un athéisme militant.

V. Le catholicisme romain au XIX^{ème} siècle : « les trois blancheurs »

L'idée des « trois blancheurs » a été énoncée dans un sermon au milieu du XIX^{ème} siècle par le prêtre italien Giovanni Bosco. Pour lui la particularité du catholicisme repose sur trois blancheurs : l'hostie, la Vierge et le pape.

Première blancheur : difficultés et prospérités de la papauté

La papauté est au cœur de l'histoire religieuse et politique du XIX^{ème} siècle. Le pape ayant régné le plus longtemps au XIX^{ème} (ainsi que dans toute l'histoire de la papauté) est le pape Pie IX qui exerce son pontificat de 1846 à 1878. Sous le règne de Pie IX la papauté s'affaiblit matériellement mais gagne en puissance symbolique. Elle s'affaiblit temporellement car au XIX^{ème} siècle l'Italie est divisée en une multitude de provinces, duchés et royaume et est séparée en deux par les états de l'Église, dont le pape est le souverain. Lorsqu'en 1861 le Royaume d'Italie est proclamé, des tensions émergent entre la papauté et le roi, ce dernier voulant annexer les états pontificaux (d'une part car ils coupent l'Italie en deux mais surtout car ils contiennent Rome), ce que le pontife refuse car il veut garder son indépendance politique. En 1870, les armées italiennes s'emparent de Rome et celle-ci devient la capitale du royaume d'Italie. Le pape s'enferme au Vatican et se déclare comme victime du Risorgimento ce qui met les catholiques italiens dans une position peu confortable, tiraillés entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux.

Suite à la perte des états pontificaux, le pape ne pouvant plus compter sur un pouvoir politique, une collecte d'impôts etc. Il met en place un certain nombre de procédures afin de regagner en popularité et s'attirer la sympathie de l'opinion publique. Cela conduit à la levée d'armées de volontaires venant de toute l'Europe et même d'outre-Atlantique (du Québec par exemple) que l'on nomme les **Lezouaves pontificaux**.

Au cours du XIX^{ème} siècle la technique du chemin de fer se développe ce qui va conduire à une augmentation des pèlerinages à Rome, celle-ci devenant beaucoup plus facilement accessible qu'auparavant où il fallait s'y rendre en voiture à cheval en passant par les Alpes dans le cas des pèlerins français par exemple. Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, les progrès de la technique permettront également au pape de se déplacer plus facilement et donc d'aller à la rencontre des fidèles catholiques. Ainsi le pape a perdu son statut de roi mais il gagne jouit d'une très grande popularité et est perçu comme l'intermédiaire entre l'humain et le divin.

C'est à cette période que sont prises deux grandes décisions dogmatiques. En 1870 se tient le premier concile œcuménique du Vatican (une assemblée réunissant tous les évêques et autorités ecclésiastiques). C'est le premier concile depuis 1563, date de fin du concile de Trente. Au cours du concile Vatican I est entériné le dogme de l'infailibilité pontificale, selon lequel le pape ne peut se tromper dans son pouvoir ordinaire et extraordinaire lorsqu'il s'exprime ex cathedra en matière de foi et de morale. Ce dogme est loin de faire l'unanimité, il y a parmi les fidèles, le clergé et même les évêques une minorité de personnes qui n'acceptent pas cette infailibilité et certains évêques s'abstiennent de voter lorsque le dogme est mis au vote lors de Vatican I. Le deuxième dogme énoncé en 1854 via la bulle *Ineffabilis Deus* sous le pontificat de Pie IX est celui de l'Immaculée Conception de la Vierge¹, dogme selon lequel Marie, mère de Jésus-Christ, fut conçue exempte du péché originel. On voit ainsi la place très importante qu'occupe la figure de la Vierge dans l'imaginaire religieux du XIX^{ème} siècle.

Deuxième blancheur : la Vierge, dame du XIX^{ème} siècle

Le XIX^{ème} siècle est marqué par un certain nombre d'apparitions de la Vierge. Bien que le phénomène des apparitions de personnes célestes (du Christ notamment) n'est pas nouvelle, mais le fait que ces apparitions se concentrent autour du personnage de Marie est un phénomène qui date du XIX^{ème}. En 1858, dans une petite des Pyrénées, Lourdes, une jeune fille illettrée du nom de Bernadette Soubirou déclare avoir vu « une belle dame » vêtue de blanc et de bleu qui lui déclare en patois pyrénéen « Je suis l'Immaculée Conception ». Cette rencontre est un récit qui prend très vite de l'ampleur et l'idée que cette apparition est véridique s'impose. Des pèlerins de plus en plus nombreux affluent à Lourdes pour demander des miracles, notamment des miracles de guérison. On construit alors une église aux allures de cathédrale pour accueillir les pèlerins qui viennent par milliers. En 1846, à La Salette dans les Alpes, de jeunes bergers auraient vu une dame, non pas rayonnante comme celle de Lourdes, mais une dame en pleurs qui leur aurait transmis un message parlant de pénitence, une pénitence indispensable pour arrêter la colère de Dieu qui menace (notamment avec l'essor des courants modernistes). Comme pour Lourdes, La Salette devient un lieu de pèlerinage. Comment comprendre ces phénomènes de mariophanie ? On peut trouver la réponse dans le dimorphisme sexuel dans la pratique religieuse. Les femmes restent plus attachées au monde religieux et elles ont besoin d'une figure à laquelle elles peuvent s'identifier, figure d'identification qu'elles trouvent en Marie.

Troisième blancheur : l'hostie et ses écrins

La fin du XIX^{ème} siècle est marqué par des courants dans le catholicisme romain qui interprètent les événements tragiques qui surviennent dans le monde à cette époque (comme la défaite de la France face à la Prusse en 1871) comme des punitions infligées par Dieu afin de punir les écarts à la foi chrétienne et au dogme catholique. Cela conduit par exemple à la construction de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, construction qui s'est faite non pas sous l'impulsion de l'archevêque de Paris mais sur une décision de l'Assemblée nouvellement élue à la suite des événements de la Commune de Paris. Le choix de la colline de Montmartre n'est pas un hasard, c'est en effet là qu'a été martyrisé l'évêque de Paris Saint-Denis aux alentours de 258. De plus la position surélevée de la basilique permet qu'elle soit visible dans tout Paris. De chaque côté du Sacré-Cœur se trouvent des statues de bronze, d'un côté le roi Saint-Louis, monté et brandissant une épée et de l'autre côté, dans la même posture que Saint-Louis, une statue de Jeanne d'Arc. Cette dernière est alors une figure catholique emblématique mais elle est à cette époque avant tout perçue comme une héroïne nationale ayant libéré la France de l'envahisseur anglais. Elle est cependant vue à l'époque comme une héroïne de gauche, républicaine car bien qu'elle ait rendu service à la France elle a été condamnée au bûcher par les forces conservatrices qui sont le roi et le pouvoir ecclésiastique. Après 1870, l'Église tente de récupérer la figure de Jean d'Arc, en minimisant son rôle dans l'exécution de la jeune fille et en insistant sur le fait qu'elle ait été élue par Dieu, qu'elle ait entendu des voix etc. Ces deux statues représentent un catholicisme belliqueux, un catholicisme héroïque. En France à la fin du XIX^{ème} siècle se sont des logiques d'affrontement qui prévalent, le monde étant perçu par les catholiques comme un ensemble de forces négatives qui enserrant le monde catholique.

¹ Elle est souvent confondue par erreur avec la conception virgine de Jésus-Christ, c'est-à-dire le dogme de l'Incarnation, mais elle ne concerne que la conception de Marie elle-même.

Dans la commune de Alise-Sainte-Reine - située au centre du département de la Côte-d'Or en région Bourgogne-Franche-Comté, principalement connue pour avoir été le siège de la bataille d'Alésia - on trouve trois statues qui représentent bien la vision du monde catholique de la fin du XIXème. En surplomb de la commune se trouve une statue de Vercingétorix, personnage guerrier et unificateur. En contrebas se trouve la statue de Sainte-Reine, une jeune bergère martyre. Entre les deux se trouve une statue de Jeanne d'Arc sur un cheval cabré et brandissant un étendard. Elle unie les caractéristiques des deux autres personnages, elle est, à l'instar de Sainte-Reine, une jeune bergère appelée par Dieu mais elle est aussi, à l'instar de Vercingétorix, une guerrière héroïque prête à tout pour libérer son pays. Ainsi le politique et le religieux viennent se fédérer dans une figure qui devient la « sainte de la patrie ».

Le catholicisme de la fin du XIXème a une fascination pour le Moyen-Âge, qui représente à ses yeux un équilibre parfait, l'étroite collaboration entre pouvoir religieux et pouvoir politique interdisant donc toute forme de pluralisme. Le Moyen-Âge est perçu comme une sorte d'âge d'or, fascination que l'on retrouve dans le style architectural de la fin du siècle, avec par exemple les styles « néo » : néo-roman, néo-gothique etc. Le style néo-gothique est le plus commandité (la basilique Sainte-Clotilde à Paris ou la cathédrale catholique Saint-Patrick à New York), car il incarne la monarchie chrétienne dont les catholiques sont nostalgiques.

Ainsi à la fin du XIXème siècle la modernité est mal vue par les catholiques, ils s'appuient sur un héritage sacralisé et se perçoivent comme une forteresse entourée d'ennemis devant résister. Cette vision va conditionner bon nombre de rapport à la société dans le domaine culturel et politique.

Bibliographie indicative

Zola, Cycle des Trois Villes (Lourdes, Rome, Paris)